

Le nouvel ordre mondial et les perspectives de transformation économique en Amérique latine

par Víctor Hugo Jijón

Víctor Hugo Jijón est ingénieur géologue-géophysicien, ancien élève de l'ENSPM. de Paris; ancien élève de l'Institut interaméricain des Droits de l'Homme (Costa Rica), ex-fonctionnaire de la Corporation Nationale Equatorienne du Pétrole (CEPE), actuellement membre du Comité Exécutif National du Mouvement d'Unité Plurinationale Pachakutik - Nouveau Pays (MUPP-NP), coordinateur général de la Commission pour la Défense des Droits de l'Homme de l'Équateur (CDDH), coordinateur national des ONG équatoriennes et membre du Conseil d'Éducation d'Adultes d'Amérique Latine (CEAAL Mexique).

1. UN CHANGEMENT D'ÉPOQUE FAVORABLE AU MARCHÉ

C'est une évidence qu'après l'hécatombe de l'URSS et la désintégration du bloc des pays socialistes mettant fin à la "guerre froide", la réalité internationale n'est plus celle des années soixante-dix. Dans l'antérieur monde bipolaire les facteurs de pouvoir se dérivait du caractère conflictuel et de compétition entre capitalisme et socialisme, se centrant celle-ci dans la course aux armements et l'innovation industrielle. La dissuasion nucléaire d'une part et l'automatisation d'autre part furent les respectives stratégies adoptées, avec un coût astronomique pour les deux camps. Le développement économique et social était intimement lié à la notion de sécurité, et celle-ci se polarisait dans le combat à la subversion dans l'Ouest et dans le control de la dissidence à l'Est.

Or, cette polarisation n'existe plus. A la classique subdivision en deux "bloques" ou "camps" fait suite aujourd'hui une mondialisation segmentée qui a altéré les axes structurants de l'ancienne confrontation Est-Ouest, déterminant une reconfiguration du puzzle international avec la constitution de nouveaux centres d'hégémonie économique, bien que dans le domaine militaire la suprématie des États Unis continue incontestée. Cette nouvelle configuration est encore en cours de consolidation mais elle est hors et déjà la réalité multipolaire du système capitaliste, caractérisée par des formes d'accumulation expansive qui reproduisent une stratification hiérarchique pyramidale des pays et des régions, différente à celle d'avant 1989 et 1991.

L'on parle maintenant d'une "triade", constituée par les États Unis, l'Europe et le Japon, qui se partagent des zones d'influence préférentielle dans la planète pour les investissements et la commercialisation. Aussi, une "régionalisation" commerciale par groupes de pays, non contradictoire avec le multilatérisme, accompagne cette mondialisation, en cherchant améliorer la compétitivité exigée par le marché (Union Européenne, ALENA, MERCOSUR, etc.). Tout ceci coiffé par l'omniprésence des organismes multilatéraux de crédit (FMI, Banque Mondiale, BID...) et du commerce (OMC) chargés d'imposer le modèle néolibéral au moyen des "programmes de stabilisation macro-économique et d'ajustement structurel", avec des conditionnalités chaque fois plus contraignantes pour les pays de l'ancien Tiers Monde.

Depuis deux décennies, la réduction de l'intervention de l'État dans l'économie, l'atomisation de la société civile et la sujétion générale de la vie aux règles de l'offre et la demande sont implémentées par voie de la déréglementation du mouvement de capitaux, l'ouverture commerciale, la privatisation des entreprises et des services publiques, la suppression des subsides, la restriction de l'emploi public et la désarticulation des organisations syndicales pour favoriser la "flexibilité du travail".

Au contraire, les principaux référents idéologiques et politiques qui pendant longtemps avaient guidé aux mouvements populaires et les luttes politiques de libération nationale ont pratiquement disparus. D'autre part, les soi-disant "bourgeoisies nationales", jadis potentielles protagonistes du changement démocratique, sont totalement soumises devant les conditionnements des grandes

puissances et des entreprises transnationales; devenant plutôt des partenaires complices du démantèlement et la privatisation du patrimoine national. Elles portent, en plus, la lourde irresponsabilité de l'endettement externe astronomique qui étouffe les économies du Sud, mais qui leur a permis de s'enrichir au milieu de la corruption et l'impunité.

Par ailleurs, malgré leur faiblesse croissante dans les années quatre-vingt, les nations du Tiers Monde pouvaient encore se bénéficier des concessions des pays développés qui se voyaient dans l'obligation de leur donner satisfaction pour éviter qui s'en aillent soudain graviter dans la sphère soviétique. D'une certaine manière, l'universalisation de l'ordre était limitée par des facteurs politiques et militaires qui freinaient l'expansion capitaliste. Le "non-alignement" pouvait s'ériger en tant que discours revendicatif des États parias, et pouvait même jouer un certain rôle persuasif auprès des grandes puissances. Dans l'actualité, cette présence s'est énormément effritée, les notions basiques de redistribution des acteurs dans le scénario mondial faisant plutôt référence à l'homogénéisation (des valeurs culturelles et étiqes), à la transnationalisation (productive et des décisions de politique économique) et à l'interdépendance (articulation asymétrique régionale et géopolitique).

Il faut donc trouver des réponses aux nouvelles questions posées par les grands bouleversements sociaux et politiques de la fin de siècle, et agir en conséquence. Une des ces questions pourrait être la suivante:

? ¿Quels sont les degrés de liberté qui ont les pays du Sud pour élaborer et exécuter un projet national de développement économique et social durable, qui leur permette de participer activement et avec souveraineté et non de façon subordonnée dans la mondialisation?

Dans le cas de l'Amérique Latine, les anciennes politiques de substitution des importations ont été délaissées et on donne priorité à la dimension extérieure de l'intégration régionale, en cherchant élargir l'articulation des économies au marché mondial. L'intégration n'est plus pour se protéger mais pour développer des économies d'échelle permettant créer des avantages compétitifs dans le marché international. Ce qui n'est pas évident étant donnés les intérêts contradictoires des différents groupes économiques nationaux .

2. COMBIEN DE PAUVRETÉ ET D'EXCLUSION SOCIALE PEUT CONTENIR LA DÉMOCRATIE NÉOLIBÉRALE?

Que ce soient les statistiques des Nations Unies, de la Banque Mondiale ou du FMI lui-même, l'inégalité entre pays est scandaleuse: le PIB per capita des dix pays les plus riches du monde a doublé entre 1985 et 1995, tandis que le PIB per capita des dix pays les plus pauvres est tombé du 30%. Dans la même période, la distance entre le pays le plus riche et le plus pauvre est augmentée de 70 fois à 430 fois . La fortune concentrée par les trois personnes les plus riches du monde dépasse le PIB accumulé par les 48 pays les plus pauvres.

Entre 1992 et 1995 le transfert d'excédents de la périphérie au centre équivalait à 1.364 milliards de dollars, soit le triple de la somme transférée entre 1972 et 1981. Le service annuel de la dette externe est une autre macro folie: il est passé de 97.000 milliards de dollars dans la période 1972-76 à 775.000 milliards pour les années 1992-95, c'est-à-dire une augmentation du 796%. Parallèlement, le nombre de chômeurs dans le monde est monté à plus d'un milliard, et près de 20 millions de mineurs de moins de 15 ans travaillent en conditions critiques . Même le Directeur de la BM reconnaît qu'il existe dans le monde plus de trois milliards de personnes survivant avec moins de deux dollars par mois.

Toute cette situation a des origines bien connues: la prédominance d'un seul patron économique à caractère mondial et le poids octroyé au marché, qui a impulsé "l'économisation" du politique en fondant un "nouvel ordre" dans l'interaction de toutes les régions, au moyen des corporations transnationales, de l'autonomisation du système financier, de la création de groupes des "grands" tels le G7 ou le G8, et de l'instrumentalisation des organismes des Nations Unies, contraints

d'approuver l'interventionnisme militaire nord-américain un peu part tout dans le monde, en dévoyant les buts de l'assistance humanitaire.

Le FMI et la BM sont souvent devenus des instruments de destruction nationale au service des grandes puissances, des monopôles et des créanciers de la dette externe. Parfois, plus du 50% des budgets est fixé pour le paiement de celle-ci, découpant le financement de la santé et de l'éducation. Le crédit agricole et industriel est destiné pour la plupart aux grands capitalistes locaux et encore à des taux d'intérêt trop élevés, leur empêchant une compétitivité internationale. Leur fameuse politique de "lutte contre la pauvreté" n'étant qu'un palliatif adressé aux couches les plus démunies, "focalisées"; parfois même considérées comme des masses "rejetables".

Il s'agit d'une recolonisation où les États-nation sont transformés en territoires-passoire avec un gouvernement nominal, sans souveraineté économique et parfois même politique, la démocratie ne jouant qu'un rôle fonctionnel au marché et aux programmes d'ajustement structurel, les droits citoyens étant réduits au rituel des élections.

L'ouverture commerciale et les privatisations sont à l'origine de l'augmentation du chômage, de l'appauvrissement, la montée des violences, des chauvinismes et des guerres. Souvent, bien qu'il ne soit pas évident à première vue, le FMI, la BM et l'OMC sont liées aux interventions de l'OTAN, la CIA et le FBI. Cela a été clair au Kosovo, en Indonésie, en Thaïlande, entre autres.

Cela pose la question fondamentale: Jusqu'à quel point la logique de marché est-elle compatible avec un objectif démocratique de développement équitatif et de transformation sociale?

3. QUELQUES ENJEUX DU DÉVELOPPEMENT AUTONOME ALTERNATIF EN AMÉRIQUE LATINE

Comme le dit le Rapport du PNUD de 1996 "les politiques d'ajustement ont souvent stabilisé les budgets en déstabilisant la vie de personnes". L'extrême concentration s'est produite grâce à l'extrême exclusion et marginalité. Au palmarès du FMI et de la BM seule fait figure la réduction de l'inflation et une très relative récupération économique générale.

Dans 12 pays d'Amérique Latine la population pauvre est passée de 139 millions en 1986 à 179 millions en 1996 (36,7% du total), tandis que les pauvres extrêmes augmentaient de 58 millions à 78 millions dans la même période.

Le degré d'ouverture commerciale mesuré par le rapport exportations/PIB est passé de 10% en 1980 à 22% en 1997, et de 15% à 26% suivant le rapport importations/PIB. Cela est dû au démantèlement des barrières non tarifaires, à l'abaissement généralisé et unilatéral des droits de douane. Mais si bien l'Amérique Latine a réussi à diversifier ses exportations, et son industrie a progressé, elle continue cantonnée dans la production de biens intensifs qui utilisent des ressources naturelles, la rendant vulnérable aux baisses des cours des matières premières (ils ont baissé entre 40% et 50% depuis le milieu de 1997).

Le transfert net de ressources à l'étranger a eu un montant de 238 milliards de dollars pendant les années quatre-vingts (plus de trois fois le montant réel du Plan Marshall); la fuite de capitaux aurait fluctué entre 100 milliards et 300 milliards de dollars, en dépendant de la définition adoptée; la détérioration des termes de l'échange atteignait 250 milliards de dollars. A tout cela il faudrait ajouter la rapatriation de capitaux, la rémission des utilités par l'investissement étranger, le paiement de redevances, etc.; suivant quoi certains ont pu dire que l'Amérique Latine était plutôt devenue "exportatrice de capitaux".

Si bien pendant la décennie 1990 cette tendance s'est invertie, ayant eu un transfert net positif de 157 milliards de dollars, cela n'a pas empêché que la dette externe latino-américaine dépasse les 700 milliards de dollars, dont le 70% est concentré en trois pays hautement endettés: Mexique, Brésil et Argentine.

Les gouvernements ont été incapables de trouver une solution commune au problème de la dette, aussi bien par l'opposition des banques et des pays créanciers au traitement d'ensemble du paiement que pour les intérêts assez divergents des grandes bourgeoisies d'un pays à l'autre.

Dans ce contexte, un changement de cap de l'économie latino-américaine c'est un grand défi pour les secteurs démocratiques, car on doit, entre autres: implémenter une politique de redistribution équitative, donner priorité aux investissements productifs et la génération d'emplois, arrêter la spéculation financière, l'évasion fiscale et la déprédation de la nature... Cela n'est possible qu'après l'annulation d'une grande proportion de la dette externe, illégale et illégitime, et dont beaucoup considèrent déjà payée.

Il serait donc nécessaire développer des efforts pour:

- Construire dans chaque pays un nouveau sujet social avec une légitimité réelle, capable de mener à bout ces objectifs. Sujet composite, à la fois social, politique et institutionnel, y compris une armée démocratisée et nationaliste, avec des claires options pour une société égalitaire et une démocratie vraiment participative et pluriculturelle, tenant compte de la diversité ethnique et régionale, avec un État fort par ses liens avec la société civile et pas pour la répression.
- Établir une stratégie régionale d'alliances et de mondialisation de la solidarité, pour résister aux pressions des grandes puissances, intégrant les mouvements sociaux du Nord et du Sud dans des réseaux et des tactiques mixtes d'information et coopération internationale, de rupture et participation dans les politiques publiques, avec des projets alternatifs concrets.
- Lutter pour la démocratisation des organismes multilatéraux de crédit, avec des actions concertées et une coordination intercontinentale.

Centre Europe-Tiers Monde (CETIM)
Rue Amat 6
1202 Genève
Suisse
www.cetim.ch